Le dictionnaire dans les écoles francophones du Québec, 1880-1960

Marcel Lajeunesse*

Introduction

En histoire du livre, le manuel scolaire est dans une classe à part. Il fait partie depuis la mise en place des politiques d'alphabétisation au XIX^e siècle des livres les plus diffusés et les plus utilisés. Il a contribué à former des générations d'élèves dans le cadre de l'école¹. Il en est de même du dictionnaire qui est devenu un usuel dans le monde scolaire en raison de son contenu linguistique et encyclopédique.

Dans le monde de l'éducation, par dictionnaire on entend spécifiquement le dictionnaire scolaire. Le dictionnaire scolaire «se situe à l'avant-plan des instruments d'acquisition, de maîtrise, et à l'occasion, de correction de la langue. Il doit faire l'objet d'une pédagogie particulière et ne pas servir seulement d'ouvrage d'appoint dans quelques matières, notamment le français»². Outil d'apprentissage et d'information, ouvrage de référence, instrument

* Marcel Lajeunesse est professeur associé à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal. Il a à son actif de nombreuses publications en histoire du livre et des bibliothèques.

1 Concernant le manuel scolaire au Québec, on peut consulter de Monique Lebrun (dir.), *Le manuel scolaire, d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, 131 p., et de Paul Aubin, *L'État québécois et les manuels scolaires au XIX^e siècle*, Sherbrooke, Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), 1995, 119 p., *Le manuel scolaire dans l'historiographie québécoise*, Sherbrooke, GRÉLQ, 1997, 151 p, et «Manuel scolaire», dans Pierre Hébert et al., *Dictionnaire de la censure au Québec. Littérature et cinéma*, Montréal, Fides, 2006, p. 437-443, de même que le beau catalogue d'exposition publié sous la direction de Paul Aubin, *300 ans de manuels scolaires au Québec*, Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec/Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, 180 p.

2 Jean-Claude Boulanger, «Quelques figures du panthéon des dictionnaires scolaires modernes (1856-2005)», dans Monique C. Cormier et Aline Francoeur (dirs.), *Les dictionnaires Larousse. Genèse et évolution*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2005, p. 91. Voir aussi Jean Pruvost (dir.), *Les dictionnaires de langue française. Dictionnaires d'apprentissage. Dictionnaires spécialisés de langue*, Paris, Honoré Champion, 2001.

de consultation personnelle, le dictionnaire scolaire, synonyme de dictionnaire pédagogique ou de dictionnaire d'apprentissage, peut être tout cela. Conçu pour une utilisation dans l'enseignement primaire et secondaire, il a pour objectif de favoriser l'enrichissement du vocabulaire. Le dictionnaire scolaire a pris du temps à s'imposer dans les écoles du Québec. Il a été longtemps perçu comme un instrument utile, un complément précieux plutôt que comme un manuel proprement dit.

Comme les dictionnaires sont un type de manuels et qu'ils peuvent faire partie des livres de classe, nous nous demandons, dans ce texte, quels sont ceux qui on reçu, pour les années allant de 1880 à 1960, l'aval des autorités scolaires québécoises. Nous nous interrogeons, de plus, sur l'utilisation qui en a été faite dans les écoles pendant cette période. Nous retenons la période 1880-1960 parce qu'elle constitue, au Québec, la période faste des approbations des manuels scolaires et des dictionnaires par le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique.

Le dictionnaire scolaire au Québec

Il y a lieu de s'interroger sur la place du dictionnaire parmi les divers manuels scolaires. Il faut dire que, dans les programmes d'études, l'importance du manuel n'est mentionné qu'à partir de celui de 1905, dans lequel on affirme : « toutefois, il n'en reste pas moins indéniable que l'emploi du manuel est nécessaire »³. Dans les programmes antérieurs, il n'était pratiquement jamais mentionné qu'un manuel était officiellement considéré comme étant prescrit pour une matière donnée, sauf bien entendu pour le catéchisme. En 1865, l'abbé Jean Langevin, principal de l'École normale Laval de Québec, avait mentionné, dans son *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, comme livres indispensables pour l'instituteur, un catéchisme, une histoire sainte, un dictionnaire de poche, une grammaire, une arithmétique, une géographie, un atlas et une histoire du Canada⁴. Dans son manuel de pédagogie, Langevin citait explicitement cinq dictionnaires français : le *Dictionnaire de l'Académie*, le *Dictionnaire*

3 Michel Allard et Bernard Lefebvre (dirs.), *Les programmes d'études catholiques francophones du Québec. Des origines à aujourd'hui*, Montréal, Éditions Logiques, 1998, p. 58.

4 Jean Langevin, *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, Québec, Darveau, 1865, p. 353-356.

de la langue française de Prosper Poitevin (1804-1884), le *Dictionnaire classique universel, français, historique, biographique, mythologique, géographique* de Théodore Bénard publié chez Belin en 1860 et qui en était à sa quatrième édition en 1863, de même que le *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie* (4^{ième} édition en 1847) et le *Dictionnaire universel des sciences, des lettres et des arts* de Marie-Nicolas Bouillet (1798-1865), publié par Hachette en 1854 qui eut de nombreuses éditions jusqu'au début du XX^e siècle.

Bien que le dictionnaire faisait partie des usuels dans chaque classe depuis la fin du XIX^e siècle⁵, il fallut attendre la décennie 1920 pour qu'un programme scolaire y fasse référence explicitement. En effet, le programme scolaire mis en vigueur en 1923, dont le principal rédacteur avait été le principal de l'École normale de Rimouski et auteur du manuel *Pédagogie théorique et pratique* en usage dans les écoles normales de 1916 au début des années 1950, Monseigneur François-Xavier Ross, faisait référence au dictionnaire dans la portion consacrée à l'enseignement de la langue française. Il préconisait l'usage du dictionnaire dans les classes de 3^e et 4^e années qui formaient le cours moyen de l'école primaire :

une dernière observation : les écoliers doivent être familiarisés avec l'usage du dictionnaire avant la fin du cours moyen. Mais il appartient au maître de leur montrer à se servir de cet instrument, dont le maniement offre certaines difficultés. Il leur expliquera, par l'observation, que les mots sont rangés par ordre alphabétique, et que cet ordre ne se limite pas à la lettre qui commence le mot,

5 Le 11 octobre 1895, le surintendant de l'instruction publique Pierre Boucher de la Bruère écrivait : « Rien dans la loi scolaire n'oblige les commissaires à fournir des manuels aux institutrices ; par ailleurs, ils doivent fournir une méthode de lecture collée sur carton, une série de cartes géographiques et un dictionnaire », Paul Aubin et Michel Simard, *Les manuels scolaires dans la correspondance du Département de l'instruction publique, 1842-1899*, Sherbrooke, Ex libris, 1997, notice 1141, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Centre d'archives de Québec (CAQ), Correspondance du Département de l'instruction publique (DIP), Dossier 2301/1985.

Le 29 décembre 1908, Boucher de la Bruère répondait à une institutrice de Saint-Norbert qui lui demandait quels livres sont à la charge de l'enseignante : « Le code scolaire est clair ; il doit y avoir dans chaque classe un dictionnaire et une série de livres en usage ; donc les commissaires ne peuvent obliger une institutrice à payer les livres en question ». Paul Aubin et Michel Simard, *Les manuels scolaires dans la correspondance du Département de l'instruction publique, 1900-1920*, Sherbrooke, Chaire de recherche du Canada en histoire du livre et de l'édition, notice 1068, BAnQ, CAQ, Correspondance du DIP, Dossier 4003/1908.

mais s'étend à toutes les lettres qui le composent. Il appellera leur attention sur les groupes de lettres de chaque colonne du dictionnaire. Il leur expliquera la liste des signes et des abréviations et cela encore par l'intuition. Quelques exercices au tableau noir simplifieront singulièrement cette tâche⁶.

Dans l'introduction du programme de français des écoles élémentaires de 1948, on retrouve dans la portion consacrée au travail intellectuel personnel quelques mots sur l'importance de la familiarisation avec le dictionnaire. On y lit : « apprendre à consulter le dictionnaire pour y puiser des connaissances générales sur les sciences, l'histoire, la géographie, etc. ou pour y trouver le sens et l'orthographe ou montrer comment on recueille des renseignements, des documents, des notes en vue d'un travail à exécuter »⁷. On ajoute que le dictionnaire Larousse (celui en usage depuis la fin du XIX^e siècle) permet de mettre en relation les gravures et le texte. Dix ans plus tard, la liste des manuels autorisés pour les classes des écoles secondaires de la 8^e à la 11^e année mentionne explicitement le dictionnaire Larousse⁸.

Au début des années 1960, un professeur de l'Université Laval, Jean-Marie Joly, publie deux articles dans la revue *L'instruction publique*, l'un sur l'art du dictionnaire et l'autre sur l'usage du dictionnaire. L'auteur fait référence à deux ouvrages, le *Nouveau Petit Larousse illustré* et le *Dictionnaire usuel Quillet-Flammarion*. Pour Joly, le dictionnaire est sans contredit le livre de référence le plus fréquemment utilisé et l'habitude de l'utilisation du dictionnaire doit nécessairement s'acquérir à l'école. Le maniement d'un dictionnaire présuppose des habiletés et des connaissances pré-requises et une grande familiarité avec les richesses qu'il contient. Il est donc essentiel de bien connaître la structure du dictionnaire utilisé pour tirer parti des caractéristiques encyclopédiques de cet outil pédagogique⁹.

6 Michel Allard et Bernard Lefebvre (dirs.), *Les programmes d'études catholiques francophones du Québec. Des origines à aujourd'hui*, p. 386.

7 *L'enseignement primaire*, 3^e série, vol. 8 (1948-1949), p. 29.

8 *L'instruction publique*, vol. 3, n^o 1 (1958-1959), p. 266.

9 Jean-Marie Joly, « L'art du dictionnaire », *L'instruction publique*, vol. 6 (1961-1962), p. 635-637 et du même auteur, « Exercices sur l'usage du dictionnaire », *L'instruction publique*, vol. 6 (1961-1962), p. 841-845.

L'approbation des dictionnaires

La politique d'approbation des manuels scolaires est inscrite dans la loi scolaire de 1856 (19-20 Victoria, chapitre 14) votée par le Parlement du Canada-Uni. Cette disposition fut mise en application au Bas-Canada en 1860. Le *Journal de l'instruction publique*, organe officiel de la surintendance de l'Éducation, publia régulièrement les listes des nouveaux manuels approuvés de 1860 à 1874. Les *Rapports annuels des Surintendants de l'instruction publique* prirent la relève lors de la disparition du *Journal de l'instruction publique*. Cette pratique dura jusqu'en 1931. À partir de cette année-là, et cela pour toute la décennie 1930, ce fut la revue *L'enseignement primaire*, dirigée par Charles-Joseph Magnan, qui fit connaître les titres des manuels approuvés par le Conseil de l'instruction publique. De 1941 à 1963, c'est dans les *Procès-verbaux* du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique que nous retrouvons les listes des volumes approuvés, à la suite de l'analyse et de la recommandation par le sous-comité des manuels du Comité catholique. En 1964, le ministère de l'Éducation est créé. Dans la loi créant le ministère, l'approbation est maintenue (12-13 Elizabeth II, chap. 15), mais les critères sont modifiés et l'annonce de l'approbation des manuels est faite par des moyens différents, tels un bulletin du ministère (*Hebdo-Éducation*) ou des circulaires du ministre de l'Éducation aux commissions scolaires.

Les *Règlements du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique* édictaient, en 1899, au chapitre IX portant sur l'approbation des manuels, que « tout livre servant à l'enseignement doit être approuvé par le Comité catholique » et qu'il fallait l'approbation de ce comité pour « pouvoir modifier le texte, la typographie, la reliure, le papier, etc. d'un livre approuvé »¹⁰. De plus, les livres recommandés pour l'usage des instituteurs ne devaient pas servir aux élèves comme livres de classe. Dans l'édition de 1930 de ces *Règlements*, on y ajoutait que « tout ouvrage qui recevra l'approbation du Comité catholique devra porter, avec la mention de cette approbation, la date à laquelle elle a été accordée et indiquer le cours auquel il est destiné »¹¹. On retrouve le même texte dans l'édition de 1961 en ce qui concerne l'approbation des livres de classe. Le seul ajout avait trait aux films

10 *Règlements du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique de la Province de Québec* (amendés jusqu'au 1^{er} mai 1899), Québec, Darveau, 1899, p. 86-87.

11 *Règlements du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique de la Province de Québec* (Refondus en 1915 et amendés jusqu'au 1^{er} janvier 1930, Québec, 1930, p. 45.

projetés en classe qui devaient recevoir l'agrément du Surintendant de l'instruction publique lui-même¹².

Pendant un siècle, soit de 1860 à 1960, l'approbation des dictionnaires ne fut pas aussi systématique que celle des manuels portant sur les matières des programmes d'études. Certains dictionnaires n'ont jamais reçu d'approbation, d'autres l'ont reçue plusieurs années après avoir été publiés. Notons quand même que le Comité catholique procéda d'une manière beaucoup plus suivie à l'analyse et à l'approbation des dictionnaires après la Seconde Guerre mondiale.

La politique d'approbation était peu contraignante, tout au moins jusqu'à l'arrivée de la gratuité du manuel en 1944, le Département de l'instruction publique ne remboursant alors que le coût des livres approuvés. La gratuité prend effet à la suite de la loi sur la fréquentation scolaire obligatoire sanctionnée le 26 mai 1943, et les dictionnaires reçoivent systématiquement l'approbation durant la décennie suivante.

Les premiers dictionnaires à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle

Les dictionnaires bilingues sont apparus au Québec avant les dictionnaires de langue française. Par exemple, la maison Beauchemin & Valois publiait dès 1873 la 17^e édition du *Nouveau dictionnaire français-anglais et anglais-français* de Thomas Nugent¹³ dont les diverses éditions ont obtenu un grand succès. Le premier dictionnaire relatif à la langue française est l'œuvre de Joseph-Amable Manseau (1837-1887). Son *Dictionnaire des locutions vicieuses au Canada avec leur correction : suivi d'un dictionnaire canadien* (118 p.), publié à Québec chez l'imprimeur J.A. Langlais, en 1881, faisait état des fautes, des mots et locutions et des idiotismes.

L'éditeur Beauchemin & Valois qui avait démontré depuis la décennie 1870 son intérêt pour l'édition scolaire publiait, en 1889,

12 *Règlements du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique de la Province de Québec*, juillet 1961 avec amendements au 1^{er} janvier 1962, Québec, 1961, p. 59-60.

13 Ce dictionnaire a été approuvé par le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique en 1909. Voir le *Rapport du surintendant de l'instruction publique de la Province de Québec, 1908-1909*, Québec, Département de l'instruction publique, p. 457. La première édition de ce dictionnaire bilingue avait été publiée chez Sadlier, à Montréal en 1854.

le *Dictionnaire complet illustré comprenant* : 1. une nomenclature très complète de la langue, avec la nouvelle orthographe de l'Académie; 2. des développements encyclopédiques relatifs aux sciences, aux lettres et aux arts; 3. les locutions grecques, latines ou étrangères les plus souvent citées; un nouveau dictionnaire illustré historique, géographique, biographique et mythologique comprenant environ 4,000 articles concernant le Canada (840 p). Pierre Larousse avait créé en 1856 un dictionnaire scolaire en un volume aisément maniable. Ce dictionnaire était le *Nouveau dictionnaire de la langue française* qui devint, en 1869, le *Dictionnaire complet de la langue française* et ce dernier fut doté d'illustrations en 1878. C'est ce *Dictionnaire complet de la langue française*, 36^{ième} édition, signé par Claude Augé, que publie Beauchemin en 1889.

Cette édition d'un dictionnaire Larousse incorporait à l'édition française de l'ouvrage un supplément qui avait déjà été publié par Beauchemin & Valois en 1885¹⁴ sous le titre de *Nouveau dictionnaire historique, géographique, biographique et mythologique, comprenant environ 4,000 articles concernant le Canada* (292 p.). Les travaux de ce supplément canadien avaient été amorcés autour de l'année 1875 et ils étaient l'œuvre d'une équipe formée de Benjamin-Antoine Testard de Montigny, de l'abbé Thomas Chandonnet et surtout du beau-frère et associé de Charles-Odilon Beauchemin, le notaire Joseph-Moïse Valois. Le maître d'œuvre de ce dictionnaire était vraisemblablement Valois qui a démontré un intérêt certain pour la lexicographie.

Au cours de la décennie 1890, la maison Beauchemin & Valois importe 25 000 exemplaires du dictionnaire auquel elle joint le supplément en faisant relier au Canada les deux parties. La vente de ce dictionnaire fut, dès ces années, très rentable pour l'éditeur montréalais¹⁵, mais la maison Larousse y trouvait aussi son compte. Le *Dictionnaire complet illustré de la langue française* avec supplément canadien a eu en terre québécoise une vie exceptionnelle. Il a été publié de 1889 à 1952. C'est le dictionnaire Larousse qui a été en usage dans les écoles québécoises au cours de ces années. De 1893 à 1921,

14 Dans la préface du *Dictionnaire complet illustré de la langue française*, édition 1945, p. V, on peut lire : « Tous les lecteurs connaissent le succès exceptionnel qu'a obtenu notre Dictionnaire Larousse, édition canadienne, lors de son apparition en 1885 ». Il faut noter toutefois que le dictionnaire publié en 1885 n'était pas encore signé Larousse. Il ne portait que la signature Beauchemin & Valois.

15 François Landry, *Beauchemin et l'édition au Québec. Une culture modèle*, Montréal, Fides, 1997, p. 144-150. L'auteur rend compte dans ces pages des tribulations de l'éditeur Cadieux & Derome concernant l'édition canadienne du Dictionnaire Mame.

le supplément canadien portait la signature de Pierre Théberge et il comprenait 5 000 articles et il complétait le précédent. De 1928 à 1952, c'est Sylva Clapin qui devient le troisième responsable du supplément qui passe, au cours de ces années, à 7 000 articles. Le supplément canadien de Beauchemin a traversé plus de deux générations avec fort peu de modifications. C'est ce dictionnaire Larousse « canadienisé » que le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique approuve le 12 mai 1909 et lui assure une entrée véritable dans le réseau scolaire du Québec¹⁶. Cette approbation officielle ne fut pas modifiée pendant la première moitié du XX^e siècle et elle fut inscrite sur la page de titre ou sur la couverture du dictionnaire tout au long de ces années. Quand on fait référence à Larousse de la fin de la décennie 1880 au milieu de la décennie 1950, c'est à ce dictionnaire Beauchemin-Larousse qu'on se réfère.

Le succès du lancement de cet ouvrage poussa l'éditeur montréalais Cadieux & Derome à publier de son côté un dictionnaire français, augmenté lui aussi d'un supplément canadien. Le choix de l'éditeur se porta sur le dictionnaire d'un prélat français, Monseigneur Paul Guérin (1830-1908) et d'un professeur honoraire de l'Université française, Gaspard Bovier-Lapierre. L'ouvrage s'intitulait *Nouveau dictionnaire universel illustré contenant langue française, histoire, géographie, biographie, sciences et arts [suivi de] Deuxième partie: Nouveau dictionnaire universel illustré pour le Canada* (887-144 p.). Le colophon indique la maison Mame, avec inscription en page de titre de l'éditeur Cadieux & Derome et de l'année de publication 1895. Cet éditeur demanda, cette année-là, au Conseil de l'instruction publique l'approbation de son volume, laquelle fut refusée en 1897. La publication de ce livre donna lieu à un procès retentissant. Beauchemin accuse, dès parution, en 1895, son concurrent d'avoir plagié en grande partie son propre supplément, dont la rédaction avait été dirigée par Joseph-Moïse Valois, pour le dictionnaire Beauchemin-Larousse. Cette contestation s'étira de 1895 à 1901. Cadieux & Derome est vainqueur en première instance, mais Beauchemin interjette appel. Tant la Cour du Banc de la Reine, en deuxième instance, que la Cour suprême en 1901 donnent raison à Beauchemin. À la suite de ce jugement, l'éditeur Cadieux & Derome doit retirer son volume du

16 *Rapport du surintendant de l'instruction publique de la Province de Québec*, 1908-1909, p. 457, et Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, *Procès-verbaux des séances*, Québec, Département de l'instruction publique, séance du 12 mai 1909.

marché et il doit verser des dommages substantiels à son concurrent. Cette condamnation accula Cadieux & Derome à la faillite. En 1904, Beauchemin a racheté la maison Cadieux & Derome qu'on avait entre-temps essayé sans succès de relancer.

Ce dictionnaire de l'éditeur tourangeau Mame, dont la première édition française était de 1892, fut réédité par Cadieux & Derome en 1899 et en 1900. Beauchemin, pour sa part, en fit de nouvelles éditions en 1913, 1922 et 1927¹⁷. Cette tradition des suppléments pour le Canada, instaurée à la fin du XIX^e siècle, se perpétua au Québec jusqu'à la fin des années 1950. En faisant de nouvelles éditions du dictionnaire Mame, la maison Beauchemin débutait alors une politique de diversification.

De leur côté, les Frères des Écoles chrétiennes qui enseignent dans les écoles québécoises depuis leur venue à Montréal en 1837 deviennent, dès le dernier quart du XIX^e siècle, des éditeurs importants de manuels scolaires. Ils publient, en 1895, un *Petit dictionnaire ou lexique orthographique : mis en rapport avec la dernière édition du Dictionnaire de l'Académie*. Ce volume reprenait un titre qu'ils avaient publié, en 1880, à Tours chez Mame et à Paris chez l'éditeur Poussielgue. Dans ce dictionnaire de 248 pages, on y traite des homonymes, des mots dérivés du latin et du grec, des locutions latines et italiennes. On y intègre un tableau des préfixes et des suffixes, de même que les mots dont l'orthographe avait été modifiée au cours des années antérieures. Cette communauté religieuse fait paraître en 1922 le *Petit dictionnaire français extrait du dictionnaire encyclopédique de Commelin et Rittier*. Ce dictionnaire est imprimé à Paris chez l'imprimeur E. Desfossés. Les Frères des Écoles chrétiennes se contentent d'assembler ici cet ouvrage imprimé en feuilles et d'y ajouter une page frontispice à leur nom.

Parallèlement à l'importation de dictionnaires de France, une certaine activité lexicographique se développait au Québec à la fin du XIX^e siècle. Charles Baillargé (1826-1906), architecte, arpenteur, ingénieur civil, auteur de nombreux volumes, membre fondateur de la Société royale en 1882, se tourna « ensuite vers l'étude des mots. Baillargé qui parlait aussi bien l'anglais que le français produisit

17 L'édition de 1922, « remaniée et augmentée » fut publiée par Beauchemin. Elle portait en page de titre la mention « édition Mame spéciale pour le Canada ». Ces trois dernières éditions portent les signatures des éditeurs Mame et Beauchemin et le colophon de celles-ci indiquent l'imprimerie Mame de Tours.

plusieurs dictionnaires et autres ouvrages d'étymologie»¹⁸. Il publia notamment, en 1888, à Québec chez l'imprimeur Darveau, un *Nouveau dictionnaire français, système « éducationnel » : rimes, consonnances [sic], homonymes, décomposition de mots, combinaisons variées de leurs éléments et équivalents, jeux de mots* (600 p.). En 1891, il récidiva en publiant, à Joliette chez l'Atelier de l'étudiant, du couvent et de la famille, un *Vocabulaire des homonymes simples de la langue française* (212 p.). Faisant suite au *Glossaire franco-canadien et vocabulaire des locutions vicieuses au Canada* qu'Oscar Dunn (1845-1885) avait publié en 1880 (Québec, Côté, 196 p.), Sylva Clapin (1853-1928) fit paraître en 1894¹⁹ un substantiel *Dictionnaire canadien-français ou lexique glossaire des mots, expressions et locutions ne se trouvant pas dans les dictionnaires courants et dont l'usage appartient surtout aux Canadiens français* (388 p.)²⁰, coédité chez Beauchemin à Montréal et chez Clapin à Boston²¹. À ces ouvrages, il faut ajouter le *Glossaire anglais-français des termes et locutions électrotechniques les plus usitées* publié en 1913 par Aristide Filiatreault (1850-1913), l'ancien journaliste de *Canada-Revue*. Son ouvrage fut recommandé par le Conseil de l'instruction publique à l'intention du maître²². Ce courant des glossaires visait davantage à inventorier les mots employés par les Canadiens français dans leur vie courante qu'à en corriger l'usage.

Au début du XX^e siècle, Beauchemin qui souhaitait élargir le nombre de dictionnaires de langue française offerts à sa clientèle importait des dictionnaires de langue française déjà sur le marché français. Ils étaient publiés ici avec une adaptation pour le marché canadien ou sans retouche. Un exemple d'un dictionnaire revu et

18 Christine Cameron, « Baillargé, Charles », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XIII (1994), p. 34-35.

19 Réginald Hamel, John Hare et Paul Wyczinski, *Dictionnaire des auteurs de langue française en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, 1989, p. 313, établissent l'année de publication de cet ouvrage en 1894. Il en est de même pour Louis Mercier dans son article, « À la découverte des particularismes canadiens et leur origine : la lexicographie québécoise à l'époque des glossaires (1880-1930) », in Monique C. Cormier et Jean-Claude Boulanger (dirs.), *Les dictionnaires de langue française au Québec. De la Nouvelle-France à aujourd'hui*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 63.

20 Ce dictionnaire s'est retrouvé dans les exhibits québécois à l'Exposition universelle de Paris en 1900.

21 Louis Mercier, « À la découverte des particularismes canadiens et leur origine : la lexicographie québécoise à l'époque des glossaires (1880-1930) », p. 63-70.

22 *Rapport du Surintendant de l'instruction publique de la Province de Québec, 1913-1914*, p. 577.

adapté est le *Petit dictionnaire de langue française suivant l'orthographe de l'Académie : contenant tous les mots qui se trouvent dans son dictionnaire, avec la prononciation lorsqu'elle est irrégulière* qu'avait publié le polygraphe Édouard-Auguste-Patrice Hocquart (1789-1870?) chez l'éditeur parisien T. Lefebvre (23^e éd., 1860). Le volume publié par Beauchemin en 1900 (636 p.) portait le nom de son auteur français associé de nouveau à celui du notaire Joseph-Moïse Valois. Ce volume sera réédité par Beauchemin en 1927, en 1940, en 1951 et en 1955²³.

Dans une « édition spéciale faite pour le Canada et les États-Unis » en 1901, Beauchemin reprenait un autre volume intitulé *Dictionnaire de la prononciation moderne de la langue française* (708 p.), publié, lui aussi, à Paris, chez Delagrave, par Victor Delahaye (1837-1906). Ce livre était approuvé en 1903 par le Conseil de l'instruction publique : « quoique cet ouvrage ne soit pas, à proprement parler, un manuel de classe, ce sous-comité [de l'examen des livres de classe] croit devoir le recommander comme étant un ouvrage spécial »²⁴, probablement avec une visée corrective de la langue. Une décennie plus tard, en 1913, Beauchemin éditait, par sa librairie de Worcester, au Massachusetts, le volume d'un prêtre français, professeur à l'Université de Louvain, Élie Blanc (1846-1926), *Dictionnaire alphabétique et logique de la langue, de la géographie et de l'histoire à l'usage des écoles* (1183 p.) qui avait été publié en 1912 par l'éditeur lyonnais Emmanuel Vitte.

Le règne de la maison Larousse au XX^e siècle

La Librairie Larousse lançait en juillet 1905 la première édition du *Petit Larousse illustré*, issue du *Dictionnaire complet illustré de la langue française*. Jean-Claude Boulanger affirme que le *Petit Larousse illustré* « sera présent en Amérique dès son lancement le 29 juillet 1905 »²⁵. Ce dictionnaire fut sans doute présent ici, mais en tant que livre

23 Jacques Michon (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle. Le temps des éditeurs, 1940-1959*, Montréal, Fides, 2004, p. 118.

24 Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, *Procès-verbal de la session d'automne 1902*, p. 2. C'est le seul dictionnaire qu'on retrouve dans la *Liste des livres approuvés pour les écoles catholiques par le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, jusqu'au 1^{er} juillet 1904*, s.l.n.d., p. 17.

25 Jean-Claude Boulanger, « Le Petit Larousse au Québec; brève histoire et influence », dans Jean Pruvost et Micheline Guilpain-Giraud (dirs.), *Pierre Larousse, du Grand Dictionnaire au Petit Larousse. Actes du colloque de Toucy, 26-27 mai 2000*, Paris, Honoré Champion, 2002, p. 250.

d'importation. Il n'eut pas d'édition canadienne avant la Seconde Guerre mondiale. Il ne sera pas le dictionnaire scolaire dans les écoles du Québec. Il faut mettre fin à un malentendu qui s'est perpétué. Ce n'est pas lui qui est approuvé par le Conseil de l'instruction publique en 1909, mais bien son frère aîné, «canadianisé», le *Dictionnaire complet illustré de la langue française*.

Le *Dictionnaire complet illustré de la langue française* a dominé longtemps le paysage québécois grâce à l'approbation du Conseil de l'instruction publique et à la diffusion que lui assurait la maison Beauchemin. Ce Larousse est devenu, dans les milieux scolaires, synonyme de dictionnaire. On peut rechercher les causes de cette intégration harmonieuse en terre québécoise, sans doute en raison de son adaptation aux conditions locales. Bien qu'il soit resté toute sa vie fidèle à ses positions laïques et républicaines, Pierre Larousse avait donné à son entreprise d'édition d'ouvrages lexicographiques le souci de la protection morale de l'enfant. Cela l'a amené à éliminer de ses dictionnaires et ouvrages lexicographiques les mots tabous ou à contenu équivoque au plan moral de même que les mots offensants. Cette position explique sans doute le succès de la pénétration de ce dictionnaire scolaire dans les écoles et les foyers québécois. Les évêques, membres du Conseil de l'instruction publique, n'ont pas manqué de le passer au crible et de faire retirer du dictionnaire un certain nombre d'illustrations dont certaines se retrouvaient dans les collections ou sur les plafonds du Vatican. Diverses raisons ont été fournies pour expliquer le succès du dictionnaire Larousse, avec supplément pour le Canada, diffusé par la maison Beauchemin, longtemps le seul approuvé par le Département de l'instruction publique. Il donnait satisfaction, par son contenu, au clergé et au monde de l'enseignement largement dominé par les communautés religieuses et le clergé séculier. De plus, jusqu'à l'arrivée du *Petit Robert* en 1967²⁶, il n'a jamais eu de véritable concurrent qui pouvait remettre en cause son monopole. Enfin, ce n'est que tardivement, après 1960, qu'on songe à la nécessité d'élaborer des dictionnaires qui décrivent la langue française du Québec. D'ailleurs, l'entrée des canadianismes (de bon aloi) dans le dictionnaire Larousse arrive seulement en 1968, et ce n'est qu'en 1969 que Louis-Alexandre Bélisle (1902-1985) publie

26 Jean-Claude Boulanger, Aline Francoeur et Monique C. Cormier, «Le *Petit Robert* par lui-même : de l'ombre à la lumière», dans Monique C. Cormier et Jean-Claude Boulanger (dirs.), *Les dictionnaires Robert : genèse et évolution*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003, p. 157-158.

l'édition scolaire de son *Dictionnaire général de la langue française au Canada* sous le titre de *Petit dictionnaire canadien de langue française* (approuvé en 1970 par le ministère de l'Éducation).

C'est le *Larousse canadien complet* [suivi de] *Le Canada – l'Amérique, géographique, historique, biographique, littéraire; supplément du Larousse canadien complet*, publié par Beauchemin en 1954, avec un supplément rédigé par Jean-Jacques Lefebvre (1905-1992), conservateur des archives judiciaires de Montréal, qui remplaça le *Dictionnaire complet de la langue française*. Le *Larousse canadien complet* fut réédité en 1956, 1957 et 1959 et il avait obtenu l'agrément du Conseil de l'instruction publique dès son lancement en 1954²⁷.

La Deuxième Guerre mondiale fut l'âge d'or de l'édition québécoise. En raison de l'occupation de la France, l'édition de langue française se faisait à Montréal. Les éditeurs d'ici pouvaient, s'appuyant sur les arrêtés en conseil sur les brevets, les droits d'auteur et les marques de commerce, publier les livres de l'édition française, moyennant le versement d'une redevance de 10 % au Séquestre des biens ennemis. En tant qu'éditeur important, la Librairie Beauchemin était bien placée pour profiter des nouvelles règles du jeu. Beauchemin « devint pendant la Seconde Guerre mondiale le principal fournisseur du dictionnaire Larousse pour les pays alliés »²⁸. Cette maison a publié l'édition de 1924 du *Nouveau Petit Larousse illustré. Dictionnaire encyclopédique* en 1941, 1942 et 1943 en tirant profit du régime établi par le Gouvernement du Canada. Ces trois éditions du *Nouveau Petit Larousse* font partie de ce qu'on appelle les « dictionnaires de guerre ». Après la guerre, Beauchemin a réimprimé ce dictionnaire, en 1948, mais il le fit à la suite d'une entente avec la Librairie Larousse de Paris.

En 1956, la Librairie Larousse informe, par l'intermédiaire de Georges-A. Roy, son représentant au Québec, Roland Vinette, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, de son intention de ne pas faire une édition purement canadienne de son *Nouveau Petit Larousse illustré*, « étant donné le caractère scientifique et international de l'ouvrage et par conséquent, les

27 Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, *Procès-verbaux des séances*, séance du 22 septembre 1954, p. 2.

28 Marc Ménard, *Les chiffres des mots. Portrait économique du livre au Québec*, Montréal, Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), 2001, p. 28.

modifications adoptées seront incorporées dans l'édition française aussi bien que canadienne»²⁹.

La Librairie Larousse (Canada) avait demandé, dès décembre 1955, au Comité catholique du Conseil de l'instruction publique l'approbation de ce dictionnaire. En février 1956, la décision du Conseil est différée en raison d'une rencontre avec des représentants de l'éditeur pour «faire part de certaines observations». Le 26 septembre de cette année-là, le *Nouveau Petit Larousse illustré* est approuvé pour les écoles secondaires «après avoir pris connaissance d'une communication des éditeurs et de la liste des changements qui seront apportés à cet ouvrage»³⁰. L'édition de 1956 du *Nouveau Petit Larousse* fut imprimée à Québec chez Charrier & Dugal et elle ne porte que la seule adresse de Larousse.

Larousse avait assuré le Conseil de l'instruction publique de son désir d'incorporer dans les futures éditions les modifications suggérées par cet organisme. De violentes critiques vinrent à la suite du nombre limité de modifications apportées par l'équipe éditoriale française à l'édition de 1956. Il y a une abondante correspondance entre Georges-A. Roy et Roland Vinette concernant des litiges relatifs à des définitions et à des illustrations. Cette correspondance couvre les années 1957, 1958 et 1959. Le Conseil de l'instruction confia l'examen du dictionnaire au théologien jésuite Paul Fontaine qui rédigea un rapport dévastateur³¹. Un deuxième théologien, l'abbé Alphonse

29 Georges-A. Roy à Roland Vinette, 11 septembre 1956, BAnQ, Centre d'archives de Québec, Dossier Larousse. Je remercie très sincèrement Paul Aubin de m'avoir fait connaître ce dossier, et je souligne également la qualité et la richesse d'information de son site web sur les manuels scolaires hébergé à la Bibliothèque de l'Université Laval de Québec : <http://www.bibl.ulaval.ca/ress/manscol/>

30 Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, *Procès-verbaux des séances*, séance du 26 septembre 1956. Il semble bien, par ailleurs, que l'approbation s'applique davantage au *Petit Larousse*, édition de 1959, imprimé par La lithographie du Saint-Laurent, qu'au *Nouveau Petit Larousse illustré*, édition de 1956, imprimé par Charrier & Dugal.

Parmi les exemples de modifications demandées, notons que pour Voltaire on demande de biffer «glorieuse» dans «sa longue et glorieuse existence», de revoir la définition des mots communisme et marxisme, et aussi de remplacer (demande récurrente) «Suzanne au bain» du Tintoret par «Bataille sur terre et sur mer». Le tableau du Tintoret ne semble pas avoir été remplacé puisque les archives de ce dossier contiennent des lettres de lecteurs du dictionnaire qui expriment à Vinette leur étonnement de l'avoir rencontré dans l'exemplaire qu'ils ont acheté.

31 Dans son rapport de 28 pages, Fontaine a dressé une liste d'erreurs au point de vue théologique, philosophique et moral. À titre d'exemples, il ordonne de

Labrecque, curé de Cookshire, désigné par son évêque, fut appelé à la rescousse et il livra un rapport d'une dizaine de pages beaucoup plus modéré. La version douce fut acceptée et Larousse intégra un nombre limité de corrections dans l'édition entière. On peut conclure de cette saga qu'en 1956 le *Nouveau Petit Larousse illustré*, dictionnaire français publié par la maison Larousse elle-même, fut approuvé pour la première fois par les autorités scolaires du Québec et que la politique québécoise d'approbation des manuels influença la production étrangère en intégrant un certain nombre de changements dans l'édition d'un ouvrage français.

Le *Larousse canadien complet* est approuvé de nouveau en octobre 1958. À la séance du 18 février 1959, est recommandé comme manuel de français pour la classe de 12^e année scientifique spéciale le dictionnaire Larousse ou le dictionnaire Quillet-Flammarion. Le 1^{er} octobre 1958, l'archevêque de Québec, Monseigneur Maurice Roy, exprime devant le Comité catholique du Conseil le regret que la partie historique du *Larousse canadien complet* soit trop exclusivement canadienne et américaine. À son avis, il y aurait avantage à ce que les écoliers puissent retrouver dans cette partie historique les plus grands noms de l'histoire de l'Europe en général et de la France en particulier³². En ce qui a trait aux dictionnaires scolaires, la Librairie Larousse (Canada) demandait, en décembre 1955, au Comité catholique du Conseil de l'instruction publique d'approuver pour usage dans les écoles le *Dictionnaire des débutants Larousse* de Michel de Toro, disponible sur le marché français depuis 1949. L'approbation fut accordée en février 1956. L'édition de 1957 fut imprimée à Québec chez Charrier & Dugal.

En 1936, la maison Mame de Tours qui « offre les meilleures garanties au point de vue des idées »³³ publie le *Dictionnaire d'aujourd'hui toujours à jour. Langue, histoire, biographie, géographie, sciences, arts, etc.* (1107 p.) avec un supplément de 98 pages pour le Canada. À sa séance du 5 mai 1937, le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique refuse d'approuver ce dictionnaire présenté par la Librairie J.-P. Garneau de Québec, agissant comme intermédiaire,

biffer l'éloge de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert qui a été condamnée par Rome. Tous les romans d'amour des Dumas père et fils sont à l'*Index* et leur théâtre est, selon lui, aussi immoral que leur œuvre romanesque. Le *Faust* de Goethe contient des pages assez lestes au point de vue moral.

32 Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, *Procès-verbal de la séance du 1^{er} octobre 1958*, p. 11-12.

33 *L'enseignement primaire*, vol. 58, no 8 (1936-1937), p. 558.

sous prétexte que « ce livre a été imprimé hors de la Province de Québec ». Pourtant, un an et demi plus tard, en décembre 1938, le même organisme approuve « l'édition nouvelle augmentée » du même dictionnaire³⁴ à la suite des pressions de l'éditeur tourangeau et de son distributeur québécois, mais surtout à cause de son impression au Québec. Imprimé pendant la Seconde Guerre mondiale selon les règlements du Gouvernement canadien pendant cette période (dictionnaire de guerre), il sera, pour l'édition de 1938 et de 1946, imprimé « en conformité d'une entente entre les Éditions Beauchemin de Montréal et la Maison Mame de Tours ».

En 1956, la maison Quillet de Paris, spécialisée dans l'édition de dictionnaires de langues, s'associait avec l'éditeur Flammarion pour produire le *Dictionnaire usuel Quillet-Flammarion par le texte et par l'image* (1458 p.). Cet ouvrage visait la même clientèle que le *Nouveau Petit Larousse illustré*, mais il se distinguait en intégrant noms communs et noms propres. La Commission des programmes et manuels du Conseil de l'instruction publique prend connaissance des corrections soumises par l'éditeur qu'elle avait demandées et elle recommande que toute décision relative à l'approbation soit différée à une séance ultérieure. Ce dictionnaire sera finalement approuvé en février 1959³⁵. Le *Dictionnaire Quillet-Flammarion* a publié, en coédition avec la Maison du livre français de Montréal, une version spécialement conçue à l'usage du Canada. Les illustrations ont été « adaptées » à la clientèle canadienne, comme dans les éditions Larousse, et on a même défini certains mots pour tenir compte du « contexte » canadien : c'est le cas notamment pour la définition des mots luthéranisme, calvinisme, socialisme, théologie, Inquisition, et on a modifié les notices concernant Tolstoï et Savonarole³⁶.

34 *L'enseignement primaire*, vol. 2, no 2 (novembre 1938-février 1939), p. 43.

35 Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, *Procès-verbaux des séances*, séance du 18 février 1959, p. 124. Il avait été soumis pour approbation en février 1957.

36 Claire Côté, « Enfin un dictionnaire conçu spécialement pour nous », *Le Magazine Maclean*, vol. 1, no 3 (1961), p. 47.

Par exemple, dans l'édition française, le luthérianisme « repose essentiellement sur un retour à l'Évangile », alors que dans l'édition canadienne, il « enseigne l'interprétation personnelle de l'Évangile ». Dans l'édition française, le socialisme « estime possible de fonder un nouvel ordre sur les valeurs morales, en changeant les institutions et les hommes », et dans l'édition canadienne, il « estime possible de fonder un nouvel ordre en changeant les institutions et les hommes ». Dans l'édition française, on affirme que l'Inquisition a joué un rôle politique considérable en Espagne comme instrument de la centralisation

Ce dictionnaire ne s'imposera pas et il ne sera jamais un véritable concurrent au Larousse.

En mai 1958, le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique approuvait l'ouvrage d'Azéd, *Dictionnaire de la langue français : lexique historique et géographique, aperçu de grammaire* que la maison Hatier avait publié en 1954³⁷. En 1961, une édition de ce livre fut publiée conjointement par Hatier et Beauchemin avec un achevé d'imprimer en France. Dans sa dernière approbation d'un dictionnaire, il semble bien que le Comité catholique a accordé en 1958 son approbation à un livre entièrement conçu et imprimé en France. Les relations qu'avait tissées Beauchemin avec Hatier à cette occasion se sont resserrées puisque la maison Beauchemin publiait en 1967 le *Petit dictionnaire Beauchemin : appendice grammatical, lexique historique et géographique*³⁸ qui reprenait la première édition du *Petit dictionnaire Hatier* publié à Paris la même année.

Conclusion

En publiant en 1889 le *Dictionnaire complet illustré de la langue française* de la maison Larousse, l'éditeur montréalais Beauchemin développait un créneau d'édition qui allait s'étendre sur près d'un siècle. Beauchemin avait greffé, dès les débuts, un supplément pour le Canada dans les dictionnaires Larousse et il avait négocié des ententes avec la Librairie Larousse de Paris qui seront valides pour la majeure partie du XX^e siècle. Après avoir phagocyté en 1904 son concurrent, Cadieux & Derome, il assura par le monopole des Larousse et par des ententes avec d'autres éditeurs français de dictionnaires le succès financier de sa maison de commerce, car il est indéniable que la

monarchique entreprise au nom de la foi ; dans l'édition canadienne, on apprend que l'Inquisition joua un grand rôle politique en Espagne et qu'elle s'atténua et disparut à la suite des pressions romaines.

Dans l'édition française, Savonarole fut « brûlé comme hérétique », et dans l'édition canadienne, il « périt sur un bûcher ». L'édition française explique que Tolstoï « préoccupé de sainteté et d'ascétisme il défendit un christianisme dépouillé de sa structure sociale et hiérarchique », alors que dans l'édition canadienne, il fut « préoccupé d'enseigner au monde une doctrine faite d'un mélange d'ascétisme, de mysticisme et de rationalisme ».

37 Comité catholique du conseil de l'instruction publique, *Procès-verbaux des séances*, séance du 7 mai 1958, p. 146.

38 Ce dictionnaire fut approuvé par le ministère de l'Éducation du Québec, *Manuels agréés pour les écoles catholiques de langue française, 1967/68*, Québec, ministère de l'Éducation, 1968, p. 23.

vente des dictionnaires a été pour Beauchemin pendant plusieurs générations une affaire très rentable.

C'est le *Dictionnaire complet illustré de la langue française* auquel fut adjoint un supplément canadien qui fut le dictionnaire principal de la maison Larousse en sol québécois au cours de la période étudiée. S'il a dominé dans le monde des dictionnaires, le dictionnaire Larousse ne fut pas le seul. D'autres dictionnaires ont été offerts, à des moments divers, à la clientèle scolaire, notamment le Mame, le Quillet-Flammarion et le Hatier, mais aucun de ceux-ci n'a réussi à supplanter le Larousse avant l'arrivée du *Petit Robert*, en 1967. Les dictionnaires, comme tous les manuels devant être mis à la disposition des écoles, étaient au Québec, jusqu'à la création du ministère de l'Éducation en 1964, sous la surveillance pointilleuse des évêques membres d'office du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Pour avoir trouvé grâce devant le jury épiscopal, le dictionnaire Larousse, édition canadienne, c'est-à-dire revue et corrigée, a été en adéquation avec les valeurs traditionnelles de la société québécoise de la fin du XIX^e siècle à la Révolution tranquille.

Dans la typologie des livres mis à la disposition des élèves, le dictionnaire fait partie au Québec des manuels scolaires, mais il est un manuel d'un type particulier. Il n'entre pas pleinement dans la liste des manuels de base, et cela se voit par les approbations qui en ont été faites au cours des années. Les approbations pour le dictionnaire ne furent pas aussi soutenues ni aussi régulières que pour les manuels des matières de base. Il est plutôt vu comme un livre complémentaire, comme un ouvrage de référence³⁹.

Le dictionnaire de langue s'impose tôt dans les classes, mais son utilisation n'est pas clairement définie, ni systématique. Chaque classe devait posséder, dès les débuts du XX^e siècle un dictionnaire, mais ce n'est que dans le programme d'études du cours primaire en 1923 qu'on fait référence à son utilisation pédagogique. Son utilisation prend une importance plus grande après la Seconde Guerre mondiale avec le développement des classes supérieures du cours secondaire et du travail personnel dans les nouveaux cursus scolaires. En dernière analyse, nous devons constater que le dictionnaire a donné lieu à peu d'écrits en termes d'utilisation pédagogique, même si celui-ci

39 Carlo Spallanzani et al., *Le rôle du manuel scolaire dans les pratiques enseignantes du primaire*, Sherbrooke, Éditions du CRP, 2001, p. 15. Cet ouvrage issu de la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke est signé collectivement par Johanne Lebrun, Diane Biron, Gérard-Raymond Roy, François Larose et Guy Masselier sous la direction de Carlo Spallanzani.

est présent partout, comme l'attestent les règlements du Conseil de l'instruction publique et les ventes élevées de dictionnaires aux institutions d'enseignement réalisées par la maison Beauchemin tout au long du XX^e siècle.

SUMMARY

Like the text books they complement, dictionaries are widely used tools in schools. This article examines which dictionaries were authorised for use in schools from 1880 to 1960 by the Department of Public Instruction, the definitive authority for education in Quebec in the absence of a government department, and what use was made of them.

During the period examined in this study, dictionaries had to receive endorsement, in the same manner as all text books for francophone public schools, from the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, which was comprised half of Catholic bishops from Quebec and the other half from the Catholic laity. Text books and dictionaries were subjected to the meticulous and critical examination of the clerical authorities, who had the text modified or removed illustrations that did not seem to conform to orthodoxy in their eyes before granting their approval.

Even though other dictionaries were circulating in Quebec, notably those of the publishers Mame, Quillet-Flammarion, and Hatier, it is the Larousse dictionary, particularly the *Dictionnaire complet de la langue française* with Canadian supplement, that dominated the period and that made the Montreal publisher Beauchemin its fortune. This study shows that the imported French book could only be distributed in Quebec and in Canada as long as the content met the moral standards of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.